

L'Obs.-03.10.2022

Assemblée: un débat sur l'Ukraine pour la reprise dans l'hémicycle

Асамблея: дебати про Україну для відновлення у півколі

У Парижі депутати повертаються до проведуть дебати щодо ситуації в Україні, яка стала більш напруженою після оголошення росією анексії чотирьох окупованих регіонів.

Перед депутатами має виступити глава Національної Асамблеї Яель Браун-Піве, яка повернулася з поїздки в Україну з парламентською делегацією, щоб доповісти про свою поїздку. Вона поїхала в Україну з кількома парламентарями, щоб продемонструвати «солідарність Франції» з Україною.

<https://www.nouvelobs.com/politique/20221003.AFP4219/assemblee-un-debat-sur-l-ukraine-pour-la-reprise-dans-l-hemicycle.html>

РЕАКЦІЯ СВІТОВИХ ПОЛІТИКІВ, ДІЯЧІВ ТА ОРГАНІЗАЦІЙ

Paris (AFP) - Les députés font leur rentrée dans l'hémicycle lundi avec un débat sur la situation en Ukraine, plus tendue que jamais après la revendication par Moscou de l'annexion de quatre régions.

A 16h00, la présidente de l'Assemblée Yaël Braun-Pivet, qui revient d'un déplacement en Ukraine avec une délégation parlementaire, devrait prendre la parole quelques minutes pour rendre compte de son déplacement. Puis la Première ministre Élisabeth Borne ouvrira la discussion. La cheffe de la diplomatie Catherine Colonna interviendra également au cours du débat.

Ce débat, organisé au titre de l'article 50-1 de la Constitution, ne donnera pas lieu à un vote. Yaël Braun-Pivet s'est rendue en Ukraine avec plusieurs parlementaires de la majorité et la vice-présidente socialiste Valérie Rabault, pour manifester la "solidarité de la France". Dans l'hémicycle, la discussion promet d'être animée, la majorité comptant bien interpellier le RN, qu'elle accuse régulièrement de proximité avec la Russie.

- Annexions, diplomatie et situation en France -

Chez LR, Michèle Tabarot exprimera le "refus de reconnaître les annexions illégales", et devrait souligner des "changements de position du Président qui ont nui à la clarté de l'action" française. Jean-Louis Thiériot doit également intervenir. Dans la majorité, le MoDem Frédéric Petit souhaite insister sur la "nécessité de préparer les opinions françaises aux difficultés à venir", et le devoir d'aider à reconstruire l'Ukraine. Fabien Lainé doit aussi prendre la parole.

Suivront le président du groupe PS Boris Vallaud, qui devrait défendre "la pleine souveraineté des frontières de l'Ukraine reconnues en 1991" et sa collègue Valérie Rabault. Le groupe socialiste va par ailleurs proposer une résolution en ce sens.

"Le Donbass, c'est l'Ukraine. La Crimée c'est l'Ukraine", plaident les 31 députés signataires du texte non-contraignant, consulté par l'AFP. Ils demandent également aux pays de l'Union européenne "d'accroître substantiellement leur aide militaire" et "financière" au "bénéfice de l'Ukraine jusqu'à la victoire".

Ils exhortent aussi le gouvernement français à accroître son engagement pour l'accueil des réfugiés ukrainiens, et à Bruxelles de tout faire pour aider au processus d'adhésion de l'Ukraine et de la Moldavie à l'UE. Le président du groupe Horizons Laurent Marcangeli entend saluer l'action de la France au niveau européen sur l'énergie et dénoncer les conséquences de la guerre pour les citoyens ukrainiens d'abord, et russes ensuite. Chez EELV, Aurélien Taché prévoit une intervention sur les entreprises françaises qui refusent de quitter la Russie, et Hubert Julien-Laferrière devrait aussi prendre la parole. Côté PCF, Jean-Paul Lecoq veut questionner "l'incapacité à faire la paix" et "le déficit de crédibilité de membres permanents du Conseil de sécurité". Le patron du groupe LIOT Bertrand Pancher compte souligner la nécessité d'une armée européenne; son camarade Laurent Panifous parlera de la crise sociale accentuée par la guerre. Sept orateurs, dont la présidente de groupe Aurore Bergé, s'exprimeront pour Renaissance, qui dispose de cinquante minutes maximum contre 10 ou 15 pour les autres groupes.

Au RN, Alexis Jolly et Jérôme Buisson veulent évoquer les retombées des sanctions contre la Russie. La cheffe de file LFI Mathilde Panot devrait conclure les interventions parlementaires en "condamnant l'agression russe" et en soulignant que la situation économique en France ne peut être "entièrement imputée à la guerre".

Un débat aura aussi lieu au Sénat, le 26 octobre.